

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2005



RAPPORT D'ACTIVITÉS





SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

PAGE 2

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

PAGE 3

BILAN DES ACTIVITES

PAGE 4-5

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2005

PAGE 6-8

BILAN SOCIAL

PAGE 9

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2006

PAGE 10-11

ÉTATS COMPTABLES

PAGES 12 - 13

ETATS FINANCIERS

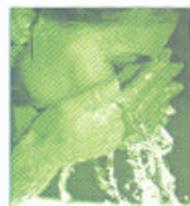
PAGES 14 - 19

ETAT ANNEXÉ

PAGES 20 - 24



MESSAGE DU PRÉSIDENT



Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires, Chers Clients,

L'exercice 2005 s'est achevé au plan national dans le maintien de la partition du pays et une situation socio-économique très préoccupante. La dégradation du climat de confiance s'est poursuivie. Nous avons tous espoir de retrouver une paix durable.

Dans ce contexte, notre entreprise la SODECI a pour la troisième année consécutive maintenu le service dans les zones difficiles sans pouvoir recouvrer ses factures notamment auprès des clients privés. Malgré cela, nous avons pu assurer à nouveau un résultat net social positif en adaptant mieux notre organisation et nos actions stratégiques :

- 1) La négociation de l'application de la formule de révision du prix maximal de base et la signature de la Compensation croisée des créances et dettes entre l'Etat et la SODECI à fin 2004 ;*
- 2) La reconduction du programme d'appui de l'Union Européenne aux zones nord ;*
- 3) L'engagement du processus de reprise de facturation des « zones difficiles » malgré la situation de méfiance ;*
- 4) Le recentrage des structures sur le cœur de métier avec une réorganisation conséquente marquée par une réduction des Directions Centrales, un rajeunissement des effectifs, la création d'une nouvelle Direction Régionale et de 3 agences à Abidjan ;*
- 5) La poursuite de la sectorisation qui nous permet aujourd'hui de mieux cibler les actions de contrôle ou de lutte contre la fraude ;*
- 6) Le lancement de la réflexion et des plans d'actions pour repositionner la SODECI et préparer la fin de contrat de concession ;*
- 7) La Certification qualité aux nouvelles normes ISO 9001 version 2000. Celle-ci a été obtenue en août 2005.*

Si le problème principal de la SODECI demeure la trésorerie, du fait des impayés de l'Etat qui n'ont pas trouvé de solutions, les autres actions menées ont porté leurs fruits : résultat net social positif, stabilisation du ratio de facturation, maîtrise des risques et des écarts. Nos gisements identifiés d'améliorations (S@phir, J@de, nouvelle organisation, amélioration des performances, CAP 2007) nous donnent confiance face à l'avenir.

Nous devons donc nous engager davantage face à notre challenge majeur qui reste le renouvellement du contrat de l'eau potable, étant donné que le 8 août 2005, la Tutelle nous notifiait la fin du contrat au 30 septembre 2007 ne souhaitant pas user de l'extension tacite de trois ans prévue par l'article 64 du contrat de concession eau potable. Dans ce domaine, nous devons nous positionner comme un partenaire incontournable pour l'Etat et le client.

Chers actionnaires et chers Clients, c'est sur la base de mon expérience que je sais pouvoir compter sur votre confiance pour accompagner les hommes et les femmes de la SODECI qui ont toujours su relever les défis majeurs. Ce faisant, nous préparons la SODECI, société de référence, à une nouvelle aventure dans un contrat renouvelé.

Je vous remercie.

Marcel ZADI KESSY
Président du Conseil d'Administration





DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

ORGANIGRAMME DE LA SODECI

M. ZADI KESSY MARCEL / PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

GOUETI BI TRAZIÉ / DIRECTEUR GÉNÉRAL

DAUPHIN GEORGES / DIRECTEUR GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS

COULIBALY AÏCHA / SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

KOUADIO CHRISTOPHE
AKÉLÉ JOCELYN
SILUÉ ZAHALO
DIAGOU LUCIENNE

DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE
DIRECTEUR DU BUDGET ET CONTRÔLE DE GESTION
DIRECTEUR LOGISTIQUE
CELLULE ORGANISATION INFORMATIQUE

KOUADIO AMANI / DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT EXPLOITATION

YOBOUÉ DESCORD
ANGOFI JACOB

DIRECTEUR EXPLOITATION INTÉRIEUR
DIRECTEUR EXPLOITATION ABIDJAN

EBAH BASILE / DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT TECHNIQUE

TCHIMOU N'GBOCHO
DA CRUZ DOMINIQUE
TAPÉ ZÉKRÉ

DIRECTEUR PRODUCTION ABIDJAN
DIRECTEUR DES ETUDES TRAVAUX ET MAINTENANCE
DIRECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT

FOFANA BRIHIMA

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. ZADI KESSY MARCEL / PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. GOUETI BI TRAZIÉ ALPHONSE

DIRECTEUR GÉNÉRAL

ADMINISTRATEURS

M. AHOUNE FIRMIN
M. DIARRA OUSMANE
M. MIREMONT AUGUSTE
M. RICHARD BERTRAND

M. BOUYGUES MARTIN
M. KONAN CAMILLE
M. PALFER-SOLLIER DENIS
M. SANGARET AUGUSTE

M. BOUYGUES OLIVIER
M. LE BOUC HERVÉ
M. PETERSCHMITT LOUIS
M. SCHERRER DENIS

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST & YOUNG
TITULAIRE
01 BP 2715 ABIDJAN 01

MAZARD & GUERARD
Co-TITULAIRE
01 BP 3969 ABIDJAN 01

MARMIGNON CHRISTIAN
SUPPLÉANT
01 BP 2715 ABIDJAN 01

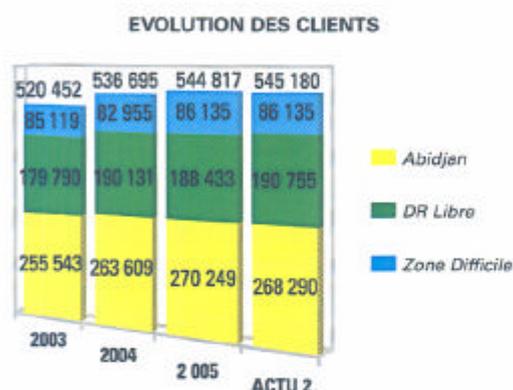
N'DABIAN KROAH BLE
SUPPLÉANT
01 BP 1328 ABIDJAN 01





EVOLUTION DES CLIENTS

Comme l'indique le graphique ci-dessous, le nombre de clients au 31 décembre 2005 est de 544 817 se répartissant comme suit : 49,6% pour Abidjan et 50,4% pour les Directions Régionales de l'Intérieur.



TRAVAUX ET SERVICES

Depuis la mise en œuvre des nouveaux critères d'attribution en juillet 2002, nous avons enregistré une chute du nombre de **branchements sociaux**. Nous terminons l'année 2005 avec 4 130 branchements

ASSAINISSEMENT

Le **contrat d'Affermage pour l'assainissement** de la ville d'Abidjan a généré au titre de l'exercice 2005 un chiffre d'affaires de 1 962 Millions de FCFA conforme au plan 2005 (actu 2 2005).

Les **travaux assainissement** représentent un chiffre d'affaires en 2005 de 1 241 Millions de FCFA largement au dessus de l'Actu 2 estimé à 852 Millions de FCFA.

Curage réalisé en mètre linéaire

CUBAGE		2002	2003	2004	2005
Curage EU-EP enterrées	(ml)	780 627	606 178	588 097	545 824
Réclamations reçues	(unité)	8 981	9 030	9 812	8 284
Réclamations traitées	(unité)	7 640	7 288	6 861	6 603

L'activité **branchements assainissement et TLE** se dégrade considérablement puisque nous passons de +104 Millions de FCFA en 2004 à 9 Millions de FCFA en 2005.

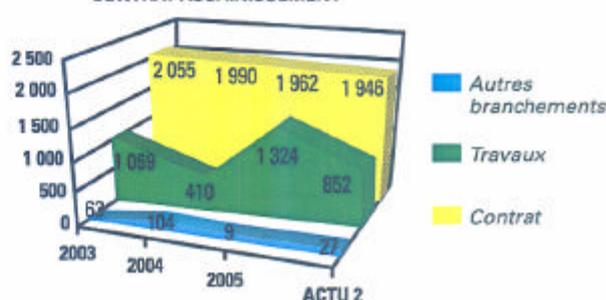
soit une baisse de 25% par rapport à 2004. Par contre, en 2005, le Chiffre d'Affaires des branchements ordinaires augmente de 21% par rapport à 2004 mais reste insuffisant pour compenser la baisse des branchements sociaux.

L'année 2005 a été particulièrement faible en commande de **travaux sur le Fonds de Développement** pour la SODECI. Nous n'avons reçu que 7 Ordres de Service (OS), dont 3 fournis en décembre 2005, pour un montant cumulé de 334 Millions FCFA contre 34 OS d'un montant de 1,6 Milliards de FCFA en 2004. Nous réalisons un chiffre d'affaires de 1 055 Millions de FCFA en **travaux neufs** et en **travaux de renouvellement** en 2005 contre 2 266 Millions de FCFA en 2004.

Le marché de gré à gré - des **travaux d'entreprise** - de 1 159 Millions de FCFA pour le programme d'urgence de renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan est terminé cette année. En 2005, pour des travaux d'urgence à Adzopé, Saïoua et Issia, nous avons obtenu en gré à gré un marché de 1,2 Milliards de FCFA. Le chiffre d'affaires total pour les travaux d'entreprise généré en 2005 s'élève à 994 Millions de FCFA soit une progression de 22% par rapport à 2004.

Ces travaux financés sur la Contribution Développement Assainissement (CDA) sont des travaux du plan annuel 2004 commandé et réalisé au cours de l'exercice 2005 et surtout des travaux d'urgence dans les quartiers. Les besoins de travaux du plan 2005 n'ont pas été réalisés à cause du faible niveau de la trésorerie de la CDA. Les travaux sur le Fonds de Développement Assainissement représentent 83 Millions de FCFA en 2005.

CONTRAT ASSAINISSEMENT





Les états financiers et l'Etat annexé de l'exercice sont joints en annexe.

COMPTE DE RESULTAT

Le **chiffre d'affaires eau** augmente de 7,14% entre 2005 et 2004 du fait de l'augmentation du tarif en année pleine sur 2005, de l'application de la clause de révision contractuelle +1 251 Millions de FCFA et enfin, compte tenu de l'amélioration en volume, des mètres cubes facturés (+1,98%). L'eau consommée par les privés ménages en zone difficile livrée mais non facturée a été, comme les années précédentes, enregistrée en chiffre d'affaires pour 2 032 Millions de FCFA et provisionnée dans nos livres. Les provisions liées à la guerre sont chiffrées à fin 2005 à 7 654 Millions de FCFA dont 2 270 Millions de FCFA sur l'exercice 2005 - confère Etat annexé.

Etant donné le très faible niveau de recouvrement, en plus de provisionner la totalité du chiffre d'affaires « privés ménages », nous avons provisionné 50% des Produits à Recevoir relatifs aux GC (gros clients) des Zones Difficiles.

L'**activité branchement** connaît une baisse de 63 Millions de FCFA par rapport à la prévision. Cette baisse, entamée en 2003, s'explique par la modification des conditions exigées par l'autorité concédante pour la souscription de branchements subventionnés.

La **redevance assainissement** reste stable et conforme à nos prévisions.

L'**activité travaux** a généré un chiffre d'affaires de 3 353 Millions de FCFA. Ce niveau supérieur à nos prévisions s'explique essentiellement par un regain d'activité des travaux d'assainissement.

Au **niveau des charges directes**, la hausse sur le poste électricité (+336 Millions de FCFA) s'explique essentiellement par la prise en compte du rattrapage de la facturation CIE sur la zone difficile. Les consommations de stock sont en augmentation (+70 Millions de FCFA) en raison de la hausse de la production immobilisée (SOCA).

L'augmentation des **services extérieurs** est due essentiellement à la hausse de la sous-traitance

(+470 Millions de FCFA) liée à l'augmentation de l'activité travaux et de l'entretien (+443 Millions de FCFA) en raison de la remise en état des installations dans la perspective de la fin du contrat de concession. En zone libre, les apurements contentieux sont moins importants que prévus ce qui se traduit par des reprises de provisions inférieures de 176 Millions de FCFA à nos prévisions. En zone difficile, les provisions sont conformes aux prévisions de l'actu2.

Les **charges de personnel** sont en hausse de 275 Millions de FCFA par rapport aux prévisions. Cela est essentiellement dû à l'ajustement des provisions relatives aux médailles du travail et à l'Indemnités de Fin de Carrière. Les dotations aux amortissements sont conformes aux prévisions de l'actu2.

Nous avons porté la **provision pour fin du contrat** de concession à 1000 Millions de FCFA, soit 250 Millions de FCFA de plus que prévus. Le **résultat financier** baisse de 76%, ce qui traduit une dégradation de la trésorerie globale par rapport à 2004. Le résultat net social à fin 2005 ressort à +604 Millions de FCFA conforme au plan initial et en amélioration par rapport à la reprévision (+273 Millions de FCFA).

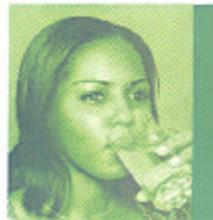
BILAN

Les graphiques ci-contre présentent en grandes masses la **structure financière** de l'entreprise. Le total du bilan augmente de 8 673 Millions de FCFA en grande partie à cause de l'augmentation des créances du fait de l'augmentation du tarif.

Les **créances eau Administration** (ci-contre l'évolution des impayés par type de client) : En 2005, l'Administration a réglé à peine 7% de ses consommations d'eau contre 10 % déjà faible en 2004 et 95% en 2002. Après la signature du protocole de compensation des dettes et créances avec l'Etat le 15 décembre 2005, l'Etat et ses démembrements restent devoir à la SODECI au titre de ses consommations d'eau 14 090 Millions de FCFA nets à fin décembre 2005.

Ci-joint une situation des dettes et créances croisées SODECI/Etat de Côte d'Ivoire au 31 décembre 2005 :

DU PAR SODECI		DU PAR L'ETAT	
		Solde compensation 2004	14 089 859
Surtaxes non reversées	612 400	Eau travaux Administration & EPN fin 12/2005	10 516 688
Part FNE liée aux Impayés	1 325 416		
Part TVA liée aux Impayés	843 366		
Total impayés	2 781 182		24 606 547
Solde en faveur de SODECI			21 825 365





Une partie des créances sur les structures Etatiques (EPN, Sociétés d'Etat, Mairies...) a été provisionnée (confère règles et méthodes comptables dans l'Etat Annexé).

La trésorerie de la SODECI s'est dégradée par rapport aux années précédentes, ci-contre les courbes de trésorerie de 2003 à 2005. La trésorerie globale de SODECI pour 2005 se décompose de la manière suivante :

Trésorerie Globale = Nantissement AFD + Trésorerie propre SODECI + Comptes ETAT

EVOLUTION DE LA TRESORERIE

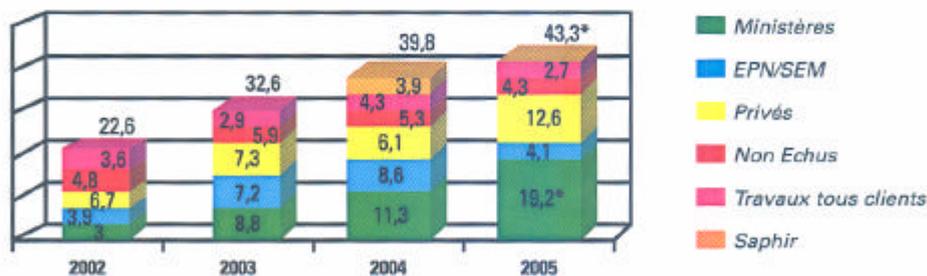


Le solde de la trésorerie globale reste conforme à nos prévisions. Cependant, la trésorerie propre SODECI se dégrade sur l'exercice de 9 Milliards de FCFA dont 2,3 Milliards de FCFA dus au paiement de

nos arriérés fournisseurs (Finagestion, Saur et CIE) et 6,6 Milliards de FCFA du fait de l'augmentation des comptes Etat.

Trésorerie des comptes ETAT	2004	2005	Evolution
Fonds de Développement eau	1 553	10 758	+9 205
Contribution Développement Assainissement	421	-202	-623
Surtaxe eau	2 536	612	-1 924
TOTAL	4 510	11 168	6 658

EVOLUTION DES IMPAYES



*Dont 14,1 milliards de FCFA de compensation 2004

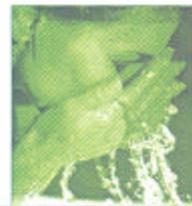
TABLEAU DE FINANCEMENT

La capacité d'autofinancement de l'entreprise reste stable, toujours autour de 4 Milliards de FCFA (ci-contre le tableau de financement comparé 2005 et 2004). Elle permet de financer en totalité sur fonds propres les

investissements d'exploitation de SODECI. Le fonds de roulement augmente de 1 862 Millions de FCFA.

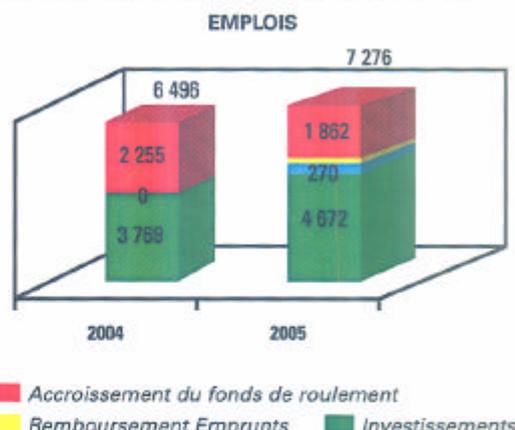
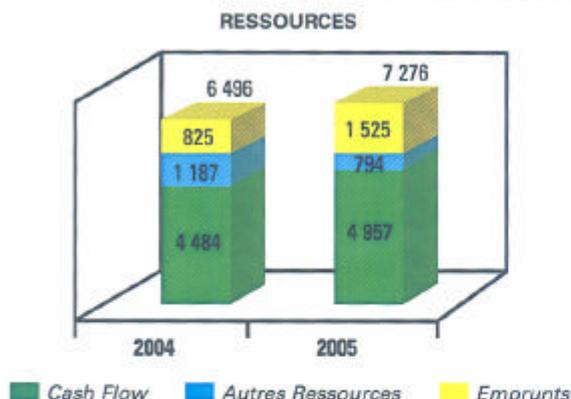
Nous financions en 2004 l'exploitation par un endettement à court terme sur les fournisseurs d'exploitation principaux.





Au 31 décembre 2004, le BFR était de 7 489 Millions de CFA. Il passe à 12 056 Millions de FCFA en 2005 suite au paiement des arriérés fournisseurs. Cette situation a eu un impact important sur la trésorerie.

Nous maintenons les **investissements** sur 2005 au même niveau que 2004 soit 3 770 Millions de FCFA. Depuis la crise, le renouvellement du matériel d'exploitation reste la priorité (84% en 2005).



RATIOS FINANCIERS

Le ratio de la **liquidité générale**, qui est l'indicateur permettant d'apprécier le ratio des valeurs réalisables (créances et stocks) par rapport aux exigibilités à court terme de l'entreprise (dettes fournisseurs et autres), continue de se dégrader sur l'exercice 2005. En effet, compte tenu des impayés importants de l'Etat et de l'augmentation en valeur de nos créances du fait du tarif, les dettes à court terme ne couvrent que 80% de nos actifs à court terme. En outre, le crédit accordé à nos clients (45 jours date de réception de la facture) n'a pas changé alors qu'avec la crise, nos fournisseurs ont tous raccourci leurs délais de règlements. En plus de l'effet négatif sur la trésorerie, **notre autonomie financière** diminue (ratio).

La durée moyenne de règlement des clients est de 143 jours sur l'exercice contre 149 jours pour l'exercice précédent essentiellement dû à l'amélioration des encaissements sur les privés. Le délai de règlement Etat est de 349 jours contre 318 jours en 2004.

35% des ressources stables de financement sont constituées par des fonds propres de l'entreprise, les 65% étant les avances sur consommation reçues et les provisions pour risques et charges (**ratio de la part des fonds propres dans les ressources stables de financement**).

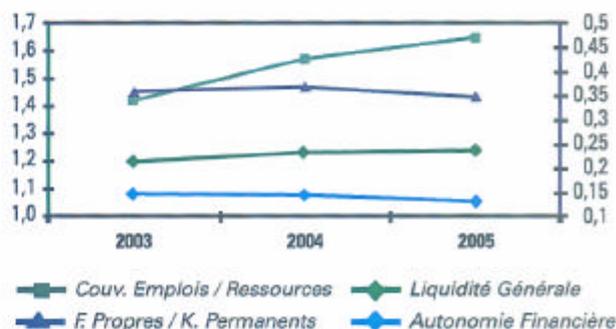
Conséquence de l'évolution de notre Chiffre d'Affaires entre 2001 et 2005, **la rotation des capitaux**

propres (Chiffre d'Affaires sur Capitaux propres) s'améliore de 45% sur la même période.

Notre rentabilité d'exploitation (rapport de l'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires) s'est améliorée ces 4 dernières années par l'effet conjugué du nouveau tarif (228 F/m³), des paiements des déficits d'exploitation, des révisions contractuelles et des réductions de charges opérées. Elle se stabilise autour de 6%.

La rentabilité des fonds propres est de 5,87% en baisse par rapport à 2004 du fait d'un bénéfice moins important. **Le cours de l'action** est relativement faible au 31 décembre 2005 (7 950 FCFA) pour un cours moyen au cours de l'exercice 2005 de 7 481 FCFA.

EVOLUTION DES RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE





BILAN SOCIAL

PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2005 qui vous sont présentés et certifiés par les Cabinets ERNST & YOUNG et MAZARD et GUERARD, il ressort : (en FCFA)

- un bénéfice de et compte tenu du Report à nouveau antérieur	604 410 240
	<u>52 078 633</u>
- un bénéfice disponible de	656 488 873
que nous proposons d'affecter comme suit :	
- à la distribution d'un dividende statutaire brut de	540 000 000
- le solde au Report à nouveau, soit	116 488 873

Ainsi chacune des 900 000 actions formant le capital social recevrait un dividende brut de 600 FCFA. Le dividende pourrait être mis en paiement à compter du 30 juin 2006.

PERSONNEL

L'**effectif** à fin 2005 augmente de 45 collaborateurs. Nous dénombrons 1 546 collaborateurs contre 1 501 au 31 décembre 2004. Nous avons enregistré 59 départs en 2005 contre 104 embauches. Compte tenu de la fin du contrat en 2007, nous avons privilégié les Contrats à Durée Déterminée (85 à fin 2005). L'**effectif** reste toujours en dessous de l'**effectif** de 2001, CDD inclus (moins de 6%) compte tenu des mesures prises pour faire face aux difficultés de la guerre. La **productivité** appréciée sur la zone libre (nombre de clients par agent) diminue du fait de la crise entre 2005 et 2004 puisque nous passons de 317 en 2004 à 306 clients par agent en 2005. Le **chiffre d'affaires par agent** s'améliore du fait de l'augmentation du prix de l'eau en 2005 soit 27,1 Millions de FCFA réalisés par collaborateur.

FORMATION

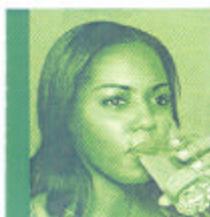
Comme en 2004, les formations de reconversion ont été les principales formations effectuées en nombre d'heures, représentant 12 140 heures. Elle ont été axées sur les modules techniques : Agents de réseau et facturiers pour 60%. Le nombre de stagiaires formés au CMEAU a augmenté de 36% entre 2004 et 2005 en vue du redéploiement après la crise et 80% des stagiaires y sont en formation continue.

SANTE

Au titre **des coûts de santé**, la charge comptable annuelle supportée par la SODECI (536 Millions de FCFA au 31 décembre 2005) est stable par rapport à 2004. Le comité de lutte contre le SIDA (**COSIDAS**) a axé ses priorités sur les campagnes de sensibilisation au test de dépistage volontaire et précoce auprès des collaborateurs. 53 tests de dépistages anonymes et volontaires ont été réalisés en 2005.

COMITE D'ENTREPRISE

La **commission logement et habitat** du Comité d'Entreprise n'a pas eu d'action particulière sur l'exercice 2005. Quant au **Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail (CHSCT)**, il devra intensifier ses actions de sensibilisation pour faire baisser les résultats en terme de sinistralité. En effet, 54 accidents de travail ont été enregistrés en 2005 contre 33 cas en 2004. L'augmentation du nombre d'accident est dû pour 72% aux accidents de trajets et de sécurité routière. Le taux de fréquence et le taux de gravité augmentent de 2005 à 2004 (+6,4%).





Le portefeuille titre du **Fonds Commun de Placement** a enregistré une légère hausse sur la période 2002-2005 (1,36% en 4 ans). Le fonds termine à 2 591 Millions de FCFA à la fin 2005 contre 2 709 Millions de FCFA en 2004 ; soit une baisse de 4,35%. La valeur liquidative de la part baisse de 187 FCFA, passant de 2 159 FCFA en 2004 à 1 972 FCFA en 2005. Cette diminution continue s'explique par le prix élevé de la valeur de remboursement de la part, la baisse de rendement des actions en bourse et la baisse des cours de la bourse au 31 décembre 2005.

Le **Fonds Social** a permis de verser à fin 2005, 36,9 Millions de FCFA aux collaborateurs pour 291 événements. Le solde du fonds social est de 87 Millions de FCFA au 31 décembre 2005. Au cours de l'exercice 2005, 116 collaborateurs ont bénéficié d'un **prêt du Fonds Epargne Emprunt (FEE)** pour un montant de 30,6 Millions de FCFA dont 65% sont distribués avant la rentrée scolaire d'octobre. La part d'épargne des collaborateurs dans le FEE représente un tiers du montant prêté. 11,6 Millions de FCFA de **Prêts Exceptionnels** ont aussi été accordés en 2005 à 67 collaborateurs.

Le Chiffre d'Affaires de la **boutique du Comité d'Entreprise** est 2,2 Millions contre 1,6 millions de FCFA en 2004 pour la vente d'articles promotionnels SODECI. Les cotisations des membres du comité d'entreprise s'élèvent à 25,1 Millions de FCFA pour l'année 2005.

PREVISIONS D'ACTIVITES ET DE RESULTAT

L'élaboration de nos prévisions pour 2006 s'est faite sur fonds de crise. Nous prévoyons néanmoins le **redéploiement en zone difficile** avec la mise en place du personnel au cours du second semestre et le maintien d'une facturation estimée.

Nous prévoyons une progression de la production globale de 2% par rapport à l'ACTU 2. **Le ratio d'Abidjan** remonte à 0,75 (pour 0,74 en 2005) tandis que celui des zones de l'intérieur reste inchangé. Nous maintiendrons le même principe de facturation par coupons en zone difficile en provisionnant à 100% la facturation estimée. Nous espérons encaisser au cours du 2^{ème} semestre dans cette zone environ 300 Millions de FCFA. Nous espérons obtenir la signature en courant mars 2006 d'un **programme Union Européenne PUR III** d'un montant similaire à celui de 2005 pour l'exploitation courante de la zone

difficile. **Un Devis programme** d'un montant de 1 243,6 Millions de FCFA en vue d'entreprendre des travaux de réhabilitation des ouvrages et réseaux Branchements, réseaux et stations dans les zones difficiles devrait être signé en juin 2006. Le montant des travaux à faire en régie par SODECI seraient d'environ 541 Millions de FCFA.

Globalement, nous comptons améliorer le **niveau de notre chiffre d'affaires** pour les autres activités de 426 Millions de FCFA : les branchements et TLE +624 Millions de FCFA et des travaux sur le fonds de développement +300 Millions de FCFA par rapport à l'ACTU 2 2005, mais en compensant une baisse de nos travaux d'entreprise -544 Millions de FCFA. Nous prévoyons une légère amélioration de l'activité assainissement et compteurs.

En ce qui concerne les charges, nous avons pris comme hypothèse générale un **taux d'inflation** de 3% en 2006. **Les charges d'électricité** et de produits de traitement évoluent proportionnellement à l'évolution de la production. **La dotation nette aux provisions pour dépréciation des créances clients** s'élève à 800 Millions de FCFA en zone libre et 2 300 Millions de FCFA en zone sensible. **Les dotations nettes aux provisions pour risques et charges** s'élèvent à 500 Millions de FCFA et restent récurrentes.

La charge de personnel liée au redéploiement prévu au second semestre s'élève à environ 250 Millions de FCFA .

La trésorerie globale continue de se dégrader et passerait de +1 361 MF à +851 Millions de FCFA fin 2006. Elle resterait à un niveau raisonnable en prenant comme hypothèse un taux de recouvrement de 50% sur l'administration et les EPN et un taux global d'encaissement de 0,74 contre 0,65 en 2005 et le gel d'une partie des ressources du fonds de développement. **Le BFR** reste négatif du fait d'un niveau d'impayés clients important. Nous avons provisionné 100 Millions de FCFA de **frais financiers**.

Le résultat net 2006 ressort à +14 Millions de FCFA, mais ne tient pas compte de la reconduction de l'application de la formule de révision de prix contractuelle qui a été accordée en 2005 à hauteur de 1 251 Millions de FCFA.

Le niveau des investissements prévus sur 2006 reste identique à 2005.





HYPOTHESES PRINCIPALES 2006

	ZONE LIBRE			ZONE DIFFICILE			TOTAL SODECI		
	2004	Réalisé 2005	Plan 2006	2004	Réalisé 2005	Plan 2006	2004	Réalisé 2005	Plan 2006
CLIENTS	453 740	458 682	462 619	82 955	86 135	83 601	536 695	544 817	546 220
<i>dont Abidjan</i>	263 609	270 249	266 804				263 609	270 249	266 804
PRODUCTION (km³)	143 392	146 397	149 100	17 984	18 234	16 189	161 376	164 631	165 289
<i>dont Abidjan</i>	107 669	110 664	112 000				107 669	110 664	112 000
FACTURATION (km³)	111 966	114 339	118 132	14 386	14 525	12 951	126 352	128 864	131 083
<i>dont Abidjan</i>	79 643	81 839	84 000				79 643	81 839	84 000
RATIO DE FACTURATION	0,781	0,781	0,792	0,800	0,800	0,800	0,783	0,783	0,793
<i>dont Abidjan</i>	0,740	0,740	0,750				0,740	0,740	0,750
PRIX DE L'EAU (part SODECI, F/m³)	228	228	228	228	228	228	228	228	228
EFFECTIF au 31/12/04	1 434	1 500	1 414	67	46	166	1 501	1 546	1 580
INVESTISSEMENTS	3 587	3 508	3 670	113	262	0	3 700	3 770	3 670
RESULTAT NET SOCIAL	1 300	1 604	1 099	-450	-1 000	-1 084	850	604	15

PLAN D' ACTIONS

Notre vision de la SODECI c'est d'être « **une société de référence et le meilleur partenaire de l'Etat Ivoirien** ». Actuellement, l'objet majeur de SODECI est

de renouveler le contrat de concession du service public d'eau potable, en 2007.

La matrice des 7 axes stratégiques de SODECI pour 2006-2007 se présente comme suit :

	AXES Stratégiques	OBJECTIFS Stratégiques	INDICATEURS Stratégiques	VALEURS à Atteindre
AXES Processus Financier	1. Equilibrer l'exploitation 2. Améliorer la trésorerie	- Avoir une marge bénéficiaire - Equilibrer la trésorerie - Recouvrer les créances	- RNS - Trésorerie - Taux de recouvrement	- cf budget 0 - 98% privés
AXES Processus Client	3. Mettre le client au centre de l'entreprise	- Renouveler le contrat - Améliorer la satisfaction du client	- Nouveau contrat - Indice de satisfaction	- Signature - 85%
AXES Processus Internes	4. Industrialiser l'activité 5. Améliorer les performances	- Déployer les logiciels de gestion technique, clientèle et ERP - Améliorer la facturation	- Taux de déploiement SAPHIR et J@de - Améliorer le ratio de facturation	- 100% - 0,75 sur Abidjan - 0,93 sur l'intérieur
AXES Processus de Développement Organisationnel	6. Mobiliser et dynamiser les collaborateurs	- Maintenir un bon climat social - Récompenser le mérite et sanctionner l'incompétence	- Réduire le nombre de conflits - Nombre de collaborateurs performants/Effectif	- Zéro conflit - 80%
	7. Améliorer la technicité et le professionnalisme	- Former aux métiers - Former à la sécurité	- Taux d'efficacité de collaborateurs formés - Taux de gravité	- 80% - 0,02%



ETATS COMPTABLES DONNÉES D'ACTIVITÉS



	REALISE 2002	REALISE 2 003	REALISE 2 004	REALISE 2 005	VAR. 05/04	PLAN 2 006	VAR. Pl. 06/05
EAU							
Nombre d'abonnés	508 589	520 452	536 695	544 817	1,02	546,220	1,00
Abidjan	249 707	255 543	263 609	270 249	1,03	266 804	0,99
DR Libre	173 763	179 790	190 131	188 433	0,99	195 815	1,04
Zone Libre	423 470	435 333	453 740	458 682	1,01	462 619	1,01
Zone Difficile	85 119	85 119	82 955	86 135	1,04	83 601	0,97
M³ produits (en K.M³)	148 329	156 180	161 376	164 631	1,02	165 289	1,00
Abidjan	100 699	105 984	107 669	110 664	1,03	112 000	1,01
DR Libre	33 241	34 100	35 723	35 733	1,00	37 100	1,04
Zone Libre	133 940	140 084	143 392	146 397	1,02	149 100	1,02
Zone Difficile	14 389	16 096	17 984	18 234	1,01	16 189	0,89
M³ facturés (en K.M³)	120 485	124 566	126 352	128 854	1,02	131 083	1,02
Abidjan	77 629	80 441	79 642	81 839	1,03	84 000	1,03
DR Libre	29 478	31 256	32 323	32 500	1,01	34 132	1,05
Zone Libre	107 107	111 697	111 965	114 339	1,02	118 132	1,03
Zone Difficile	13 378	12 869	14 387	14 515	1,01	12 951	0,89
Ratio de facturation	0,812	0,798	0,783	0,783	1,00	0,793	1,01
Abidjan	0,771	0,759	0,740	0,740	1,00	0,750	1,01
DR Libre	0,887	0,917	0,905	0,910	1,00	0,920	1,01
Zone Libre	0,800	0,797	0,781	0,781	1,00	0,792	1,01
Zone Difficile	0,930	0,800	0,800	0,800	1,00	0,800	1,00
M³ facturés (tranches)	100,0%	100,0%	100,0%	100%	1,00	100,0%	1,00
Social	26,0%	24,0%	28,4%	28,0%	0,99	28,0%	1,00
Domestique	36,6%	34,0%	37,3%	38,0%	1,02	38,0%	1,00
Normale	9,0%	10,0%	8,5%	9,0%	1,06	9,0%	1,00
Industrielle	10,6%	13,0%	9,0%	9,0%	1,01	9,0%	1,00
Administration	17,8%	19,0%	16,9%	16,0%	0,95	16,0%	1,00
M³ facturés par abonné	237	239	235	237	1,00	240	1,01
BRANCHEMENTS							
TOTAL	2 603	1 643	1 778	1 901	1,07	2 360	1,24
Dont subventionnés	1 877	533	553	413	0,75	800	1,94
Dont ordinaires	726	1 110	1 225	1 488	1,21	1 560	1,05
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions de FCFA)							
TOTAL	39 825	34 305	39 842	41 847	1,05	40,746	0,97
Eau	28 706	26 010	29 557	31 670	1,07	30 032	0,95
Tle & accessoires	3 728	2 903	2 974	3 167	1,06	3 861	1,22
Assainissement	3 293	3 187	2 504	3 296	1,32	2 909	0,88
Travaux	2 217	841	3 080	2 049	0,67	1 702	0,83
Production immobilisée	1 033	607	782	763	0,98	760	1,00
Autres produits	848	757	945	902	0,95	1 483	1,64
Dont assistance extérieure	165	188	51	76	1,49	30	0,39
Dont produits accessoires	683	669	894	826	4,25	1 453	1,76
PRODUITS ET CHARGES COMPARES (en Millions de FCFA)							
Ventes d'eau HT	28 706	26 010	29 557	31 670	1,07	30 032	0,95
Travaux, services vendus	10 436	7 626	9 391	9 351	1,00	9 262	0,99
Autres produits (dont Financier & HAO)	2 939	3 645	4 614	3 027	0,66	3 863	1,28
TOTAL PRODUITS	42 081	37 281	43 562	44 048	1,01	43 156	0,98
Achats & services	21 156	17 564	20 171	23 693	1,17	22 610	0,95
Autres charges (dont Financier & HAO)	8 373	7 347	9 238	5 719	0,62	7 224	1,28
Charges de personnel	8 422	7 603	8 315	9 047	1,09	9 063	1,00
Amortissements & Provisions	4 495	4 599	4 214	4 145	0,98	3 740	0,90
TOTAL CHARGES	42 446	37 113	41 938	42 604	1,02	42 638	1,00
RESULTAT BRUT	-365	168	1 624	1 444	0,89	518	0,36
Impôts sur le résultat	382	384	774	841	1,09	503	0,60
RESULTAT NET	-747	-216	850	604	0,71	15	0,03
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (en Millions de FCFA)							
Chiffre d'affaires	39 825	34 305	39 842	41 847	1,05	40 746	0,97
Valeur ajoutée	13 779	11 968	13 652	14 358	1,05	13 432	0,94
Excédent brut d'exploitation	4 729	3 870	5 337	5 311	1,00	4 389	0,82
Résultat d'exploitation	324	-466	1 727	1 432	0,83	638	0,45
Résultat brut	-365	168	1 624	1 444	0,89	518	0,36
Résultat net	-747	-216	850	604	0,71	15	0,03





FINANCEMENT (en Millions de FCFA)

	Montant 2005	Montant 2004	Structure % 2005	Var. 05/04 Val. absolue	Var. 05/04 %
Amortissements / provision nets	4 353	3 634	59,83	719	19,79
Résultat net	604	850	8,30	246	-28,94
AUTOFINANCEMENT	4 957	4 484	68,13	473	0,11
Avances sur consommation nettes	257	488	3,53	211	-45,09
Emprunts à + d'un an	1 525	825	20,96	700	84,85
Cessions d'immobilisations	537	719	7,38	182	-25,31
(+) Reprises de provisions					
TOTAL RESSOURCES	7 276	6 496	100,00	780	0,12
Investissements (dont financiers)	4 672	3 769	64,21	903	23,96
Remboursement emprunts à + d'un an	472	472	6,49	-	0,00
Bénéfices distribués	270		4	270	
Prêts à plus d'un an	-	-	-	-	-
Accroissement du fonds de roulement	1 862	2 255	25,59	393	17,43
TOTAL EMPLOIS	7 276	6 496	100,00	730	0,12

BILAN (en Millions de FCFA)

Immobilisations corporelles et incorporelles	12 789	13 331	16,45	-542	-4,07
Immobilisations financières	5 150	3 928	6,62	1 222	31,11
ACTIF IMMOBILISE	17 939	17 259	23,07	680	3,94
Stocks	4 345	4 128	5,59	217	5,26
Créances Etat*	24 606	24 850	31,65	-244	-0,98
<i>dont protocole de compensation</i>	14 090	2 428	18,12	11 662	480,31
Autres créances nettes	26 140	18 577	33,62	7 563	40,71
Autres valeurs réalisables	1 018	1 353	1,31	-335	-24,76
<i>dont CDA</i>	613		0,79	613	
ACTIF CIRCULANT	56 722	48 908	72,96	7 814	15,98
SODECI Nantis à l'AFQ + DAT	1 993	2 246	2,56	253	-11,26
Disponible	1 093	661	1,41	432	65,36
TOTAL ACTIF	77 747	69 074	97,44	8 673	12,56
Fonds propres	10 292	9 984	13,24	308	3,08
Provisions	3 635	2 711	4,68	924	34,08
Dettes financières et ressources assimilées	15 698	14 368	20,19	1 310	9,10
<i>dont avances / consommation</i>	11 016	10 759	14,17	257	2,39
CAPITAUX PERMANENTS	29 625	27 083	38,10	2 542	9,39
Dettes para fiscales non exigibles*	28 979	23 289	37,27	5 690	24,43
<i>dont FDV et CDA</i>	10 758	1 974	13,84	8 784	444,98
Surtaxes à reverser*	612	2 536	0,79	-1 924	-75,87
Dettes fiscales exigibles*	1 016	1 344	1,31	-328	-24,40
Fournisseurs	6 739	9 182	8,67	-2 443	-26,61
Autres dettes	7 320	5 068	9,42	2 252	44,44
PASSIF CIRCULANT	44 666	41 419	57,45	3 247	7,84
Crédit bancaire	3 456	572	4,45	2 884	ns
TOTAL TRESORERIE PASSIF	48 122	41 991	61,90	6 131	14,60
DONT BENEFICE / PERTE	604	850	0,78	-246	-28,94
TOTAL PASSIF	77 747	69 074	100,78	8 673	12,58

RATIOS

RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE

	2002	2003	2004	2005
Couverture des emplois fixes par des ressources stables de financement	1,36	1,42	1,57	1,65
Couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement net	0,20	0,19	0,20	0,21
Autonomie financière	0,19	0,15	0,14	0,13
Liquidité générale	1,23	1,23	1,23	1,24
Part des fonds propres dans les ressources stables de financement	0,37	0,36	0,37	0,35

RATIOS DE GESTION

Rotation des capitaux propres	3,42	3,63	3,85	3,94
Rotation des stocks (en jours - corrigés en 2002)	297	265	434	445
Durée du crédit clientèle (en jours - corrigés en 2002)	152	193	214	168

RATIOS DE RENTABILITE

Rentabilité de l'exploitation (en %)	7,74	6,85	6,88	6,74
Rentabilité des fonds propres (en %)	6,64	-2,36	8,51	5,87

RESULTATS PAR ACTION

Nombre d'actions	900 000	900 000	900 000	900 000
Bénéfice brut	-	-	1 804	1 606
Bénéfice net	-	-	944	671
Dividendes de l'exercice	-	-	300	600
Valeur / Fonds propres	13 469	10 186	11 093	11 436
Cours de l'action	9 290	9 950	10 400	7 950

* Chiffres modifiés en 2004 et en 2003 (comparatifs)



S O D E C I 2 0 0 5

BILAN



ACTIF	Exercice 2005			Exercice 2004	
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET	
ACTIF IMMOBILISE (1)					
AA Charges immobilisées					
AB	Frais d'établissement et charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles					
AE	Frais de recherche et développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	3 008 758 040	1 294 456 078	1 714 301 962	1 995 179 167
AG	Fonds commercial				
AH	Autres immobilisations incorporelles	116 956 903	116 956 903		
AI Immobilisations corporelles					
AJ	Terrains				
AK	Bâtiments	9 021 303 916	8 326 295 456	695 008 460	806 044 647
AL	Installations et agencements	4 630 897 332	3 251 039 387	1 379 857 945	1 303 983 121
AM	Matériel				
AN	Matériel de transport	7 383 710 874	4 994 285 072	2 389 425 802	2 308 989 626
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations			155 405 999	155 405 999
AQ Immobilisations financières					
AR	Titres de participation				
AS	Autres immobilisations financières	5 030 931 915	35 927 415	4 995 004 500	3 927 741 243
AW	(1) dont H. A. O. : Brut				
	Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	47 305 516 734	29 366 326 990	17 939 189 744	17 259 002 898
ACTIF CIRCULANT					
BA	Actif circulant H. A. O.				32 594 349
BB Stocks					
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres Approvisionnement	4 772 522 672	861 719 732	3 910 802 940	3 738 379 612
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués	453 783 642	18 179 641	435 604 001	389 618 403
BG Créances et emplois assimilés					
BH	Fournisseurs, avances versées				
BI	Clients	315 348 530	315 348 530	368 087 670	368 087 670
BJ	Autres créances	48 453 519 055	11 899 263 175	36 554 255 880	43 059 067 843
BK	Autres créances	15 732 459 939	226 076 841	15 506 383 098	1 320 947 240
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	69 727 633 838	13 005 239 389	56 722 394 449	48 908 695 117
TRESORERIE - ACTIF					
BQ	Titres de placement				
BR	Valeurs à encaisser				
BS	Banques, chèques postaux, caisse	1 992 847 248	90 391 716	1 992 847 248	2 246 014 633
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	3 176 146 929	90 391 716	3 085 755 213	2 906 839 603
BU	Ecart de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	120 209 297 501	42 461 958 095	77 747 339 406	69 074 537 616

N° d'identification fiscale : 0100984A

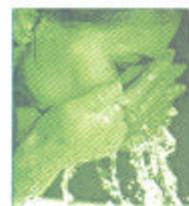


BILAN

PASSIF	Exercice 2005	Exercice 2004
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves		
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	1 045 087 734
CF Réserves indisponibles	909 800 000	909 800 000
CG Réserves libres	2 911 725 555	2 911 725 555
CH Report à nouveau	52 078 633	-528 001 215
CI Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	604 410 240	850 079 848
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement	12 939 850	15 104 508
CM Provisions réglementées et fonds assimilés		24 354 119
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	10 291 948 354	9 984 056 891
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)		
DA Emprunts	4 681 008 814	3 628 788 777
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC Dettes financières diverses	11 016 302 174	10 759 478 364
DD Provisions financières pour risques et charges	3 635 593 186	2 710 645 330
DE (1) dont H. A. O. :		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	19 332 904 174	17 098 912 471
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	29 624 852 528	27 082 969 362
PASSIF		
PASSIF CIRCULANT		
DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	290 998 263	317 502 503
DI Clients, avances reçues	3 288 072 758	2 991 678 482
DJ Fournisseurs d'exploitation	6 739 014 042	9 181 666 548
DK Dettes fiscales	30 606 729 338	27 168 950 534
DL Dettes sociales	1 653 697 852	1 422 331 910
DM Autres dettes	2 087 829 573	337 501 759
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	44 666 341 826	41 419 631 736
TRÉSORERIE PASSIF		
DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	3 456 145 052	571 936 520
DT TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)	3 456 145 052	571 936 520
DU Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		
DZ TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	77 747 339 406	69 074 537 618

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RÉSULTAT



CHARGES		Exercice 2005	Exercice 2004
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
RA Achats de marchandises			
RB - Variation de stocks	(- ou +)	2 747 478	7 968 655
	(Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC Achats de matières premières et fournitures liées		5 423 770 695	4 860 603 512
RD - Variation de stocks	(- ou +)	-189 544 393	141 758 571
	(Marge brute sur matières voir TG)		
RE Autres achats		7 716 420 741	6 351 174 231
RH - Variation de stocks	(- ou +)		
RI Transports		1 171 202 541	934 983 231
RJ Services extérieurs		9 498 462 569	7 874 907 369
RK Impôts et taxes		1 111 486 484	1 940 560 885
RL Autres charges		3 800 304 467	6 251 742 727
	(Valeur ajoutée voir TN)	8 587 721 373	8 380 231 064
RP Charges de personnel (1)			
RQ (1) dont personnel extérieur	570 269 246	498 691 668	
	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS Dotations aux amortissements et aux provisions		4 775 690 480	4 450 859 664
RW Total des charges d'exploitation		41 898 262 435	41 194 789 909
	(Résultat d'exploitation voir TX)		

PRODUITS

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

TA Ventes de marchandises			8 915 327	11 197 478
TB MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	6 167 849	3 228 823		
TC Ventes de produits fabriqués			31 507 872 655	29 449 738 933
TD Travaux, services vendus			8 589 690 691	8 609 135 032
TE Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)		33 062 173	44 247 130
TF Production immobilisée			825 847 878	818 842 624
TG MARGE BRUTE SUR MATIERES	35 722 237 095	33 919 601 636		
TH Produits accessoires			409 891 242	357 677 457
T I CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	40 516 359 915	38 427 748 900		
TJ (1) dont à l'exportation				
TK Subventions d'exploitation				
TL Autres produits			988 970 201	2 206 665 080
TN VALEUR AJOUTÉE	13 829 389 585	13 133 804 553		
TQ EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	5 241 668 212	4 753 573 489		
TS Reprises de provisions			512 237 801	968 578 897
TT Transferts de charges				
TW Total des produits d'exploitation			42 876 477 968	42 466 082 631
TX RÉSULTAT D'EXPLOITATION	978 215 533	1 271 292 722		
	Bénéfice (+) ; Perte (-)			

N° d'identification fiscale : 0100984A



TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)



CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

		E.B.E.	5 241 668 212
(SA) Frais financiers	30 255 987	(TT) Transferts de charges d'exploitation	
(SC) Pertes de change		(UA) Revenus financiers	84 072 013
(SL) Charges H.A.O.	189 450 061	(UE) Transferts de charges financières	
(SQ) Participation		(UC) Gains de change	
(SR) Impôts sur le résultat	840 749 652	(UL) Produits H.A.O.	692 047 581
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
TOTAL (I)	1 060 455 700	TOTAL (II)	6 017 787 806
CAFG : Total (II) - Total (I)		= 4 957 332 106	(N - 1) : 4 484 111 291

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 4 957 332 106 - 270 000 000 = 4 687 332 106 (N - 1) : 4 484 111 291

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N - (N - 1)

	Emplois augmentation (+)	ou	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises		ou	
(BD) Matières premières	172 423 328	ou	
(BE) En-cours		ou	
(BF) Produits fabriqués	45 985 598	ou	
(A) Variation globale nette des stocks	218 408 926	ou	

Variation des créances : N - (N - 1)

		ou	
(BH) Fournisseurs, avances versées		ou	52 739 140
(BI) Clients		ou	6 504 811 963
(BJ) Autres créances	14 185 435 858	ou	
(BU) Ecart de conversion - Actif (3)		ou	
(B) Variation globale nette des créances	7 627 884 755	ou	

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)

	Emplois diminution (-)	ou	Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues		ou	296 394 276
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	2 442 652 506	ou	3 437 778 804
(DK) Dettes fiscales		ou	231 365 942
(DL) Dettes sociales		ou	1 750 327 814
(DM) Autres dettes		ou	
(DN) Risques provisionnés		ou	
(DU) Ecart de conversion - Passif (3)		ou	
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou	3 273 214 330
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	4 573 079 351	ou	

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

E.T.E. = EBE - Variation B.F.E. - Production immobilisée

	2005	2004
Excédent brut d'exploitation	5 241 668 212	4 753 573 489
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources)	(- ou +) -4 573 079 351	-3 129 825 885
- Production immobilisée	-825 847 878	-818 842 624
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	-157 259 017	804 904 980

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

(3) En cours d'adoption.

N° d'identification fiscale : 0100984A





TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

	Exercice 2005		Exercice 2004
	Emplois	Ressources	(E - ; R +)
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice) Croissance interne			
FB Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	67 658 683		-9 320 530
FC Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles Croissance externe	3 051 880 471	53 210 688	-2 815 059 367
FD Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	1 552 416 137	484 064 970	-225 546 416
FF INVESTISSEMENT TOTAL	4 134 679 633		-3 049 926 313
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)			
	4 573 079 351 ou		-3 129 825 885
FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	8 707 758 984		-6 179 752 198
III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)			
		6 090 109	187 865 303
IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)			
	472 611 640		-472 611 640
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	9 174 280 515		-6 464 498 535
V. FINANCEMENT INTERNE			
FL Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	270 000 000	4 957 332 106	4 484 111 291
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN Subventions d'investissement			15 152 606
FP Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ Emprunts (2)		1 781 655 487	825 322 866
FR Autres dettes financières (2)		0	453 147 785
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		6 468 987 593	5 777 734 548
FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B) ou	2 705 292 922 ou		-686 763 987
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
FU à la clôture de l'exercice + ou -	-370 389 839		
FV à l'ouverture de l'exercice + ou -	2 334 903 083		
FW VARIATION TRESORERIE : -2 705 292 922	ou	2 705 292 922	686 763 987
(+ si Emploi ; - si Ressources) Contrôle : D = VIII avec signe opposé			
Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilantielles"			
CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)			
		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.)	: FdR(N) - FdR(N - 1)	ou	1 861 696 320
Variation du B.F. global (B.F.G.)	: BFG(N) - BFG(N - 1)	4 566 989 242 ou	
Variation de la trésorerie (T)	: T(N) - T(N - 1)	ou	2 705 292 922
TOTAL		4 566 989 242 =	4 566 989 242

N° d'identification fiscale : 0100984A



ÉTAT ANNEXÉ

Règles Générales d'Établissement et de Présentation des Comptes
de l'Exercice Clos le 31 décembre 2006



L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers annuels ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis par :

■ le Droit comptable de l'OHADA applicable et en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003.

■ au cours de l'exercice 2005, nous avons pris en compte dans les comptes sociaux les exigences comptables relatives aux normes IFRS concernant notamment les provisions pour avantages liés au personnel (médailles du travail, IFC complémentaire et les avantages post-emploi). Par ailleurs, nous avons procédé à la reprise de provisions pour risques fiscaux. Ces exigences sont conformes au Droit Comptable de l'OHADA.

Changement de méthode comptable

Néant

Particularités concernant certains postes

Charges immobilisées

Les charges immobilisées sont constituées de frais d'augmentation de capital. Elles sont amorties selon le mode linéaire sur la base d'une durée de 5 ans.

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2002. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans. La migration de notre système de gestion clientèle de OCEANS vers SAPHIR se poursuit ; la Direction Régionale de la Basse Côte et trois secteurs d'Abidjan sont totalement sous SAPHIR.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20	ans
Matériel et outillage	7-10	ans
Compteurs SODECI	10	ans
Matériel de transport et agencements véhicules	3-5	ans
Engins de travaux publics	5	ans
Matériel de bureau	7-10	ans
Mobilier de bureau	10	ans
Mobilier des agents	10	ans
Matériels informatiques	5	ans

Immobilisations financières

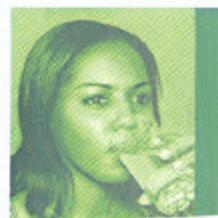
Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent :

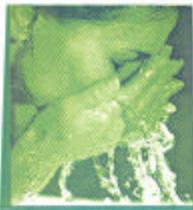
■ trois prêts AFD (PPM, PCI et Assainissement) pour 4 681 Millions de FCFA. Le prêt PCI assainissement de 16 Milliards de FCFA venant à terme au 31 décembre 2004, l'AFD n'a pas prorogé le délai. Le tirage à fin mars 2005 est arrêté à 2 625 Millions de FCFA.

■ un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 Millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,

■ une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE de 8,5 Millions de FCFA, provisionnée à 100%,

■ des dépôts et cautions versés.





Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré. Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût pré-établi. Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2005 sont comptabilisés en marchandises en cours d'acheminement. Les provisions pour dépréciations de stock sont évaluées sur la base du stock à rotation lente depuis plus de trois ans. Au 31 décembre 2005, nous avons provisionné les stocks à rotation lente pour 490 Millions de FCFA.

Clients et comptes rattachés

Ce poste comprend l'ensemble de nos **créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux**. Le risque de non recouvrement des créances du secteur public et parapublic est évalué - compte tenu des compensations qui sont régulièrement faites - selon que le client est « compensable » ou « non compensable ». Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat) et donc provisionnées.

Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées pour tenir compte de :

- la nature des clients (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic etc ...),
- l'antériorité des créances,
- la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- la couverture des créances actives,
- l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des actifs.

Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part SODECI, hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) nettes des avances sur consommations. SODECI a signé le 15 décembre 2005 un protocole de compensation au 31 décembre 2004 des créances (24 Milliards de FCFA) et dettes (10 Milliards de FCFA) avec l'Etat de Côte d'Ivoire qui fait ressortir une créance nette en faveur de la SODECI de 14 Milliards de FCFA inscrite au bilan dans le poste BJ Autres Créances.

Les **créances résiliées** sur les clients privés ménages sont provisionnées à 95% des impayés

antérieurs à 1 an pour la part SODECI nette des avances sur consommation et à 80% pour les créances de l'année en cours comprises dans nos autres créances au bilan.

Les **créances actives** sur les clients privés ménages pour lesquels nous constatons des impayés multiples sur certaines polices actives sont provisionnées comme des résiliés (95%). Le risque de non recouvrement des créances sur les gros clients actifs est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est sur cette analyse que le taux de provision est estimé.

En ce qui concerne l'**activité travaux**, les créances sur les entreprises du secteur privé et sur les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses.

Les émissions d'eau en compteur consommées mais non encore relevées et donc non facturées à la date de clôture représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique sur la part SODECI à recevoir. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en comptabilité le bénéfice à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées :

- des droits acquis par le personnel, au titre des « indemnités de fin de carrière », évalués sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire,
- des provisions pour remise en état du matériel concédé, fondées sur l'évaluation des besoins de remise en état. Cette provision a été portée à 1 Milliard de FCFA au 31 décembre 2005 contre 500 Millions de FCFA au 31 décembre 2004 pour tenir compte d'une nouvelle évaluation partielle réalisée par nos services techniques.
- des risques juridiques issus d'un suivi individuel des dossiers juridiques en cours. Nous avons porté une provision sur un litige immobilier à Palmeraie à 250 Millions de FCFA au cours de l'exercice 2005.
- les provisions fiscales d'une valeur de 200 Millions de FCFA ont été reprises pour tenir compte de la norme IAS 37 relative aux provisions.





B. METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par la SOCA qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots à un coût préétabli au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issues de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stocks. Ces cessions sont imputées sur les lots les plus anciens de compteurs immobilisés.

Opérations liées aux contrats de concession et d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

La SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat de concession qui court jusqu'au 30 septembre 2007. De même, la SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat de concession, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de la SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Contractante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément à la concession, les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service concédé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de développement) facturées aux usagers. La SODECI gère dans ses comptes ce fonds de développement de l'eau qui s'élevait au 31 décembre 2005 à 10 758 Millions de FCFA dont 6 579 Millions de FCFA alimenté au titre des compensations 2000 et 2004.

De même, la surtaxe, deuxième volet de la taxe spéciale sur l'eau (LF 1994), destinée à apurer les emprunts contractés par l'Etat, à financer l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau.

Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuées des utilisations. Le solde des surtaxes s'élevaient à 612 Millions de FCFA au 31 décembre 2005. 2 536 Millions de FCFA ont été utilisés au titre de compensation 2004.

Conformément au **contrat d'affermage**, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2005, le solde de cette Contribution Développement était de -202 Millions de FCFA.

Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs aux emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié en nom propre par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Concédante (Etat de Côte d'Ivoire) qui en supportera le remboursement par prélèvement sur les comptes de surtaxes et conservera la propriété des ouvrages livrés. L'endettement SODECI est compensé par les immobilisations financières de même montant.





C. AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau : A compter du 1^{er} octobre 2004, le tarif appliqué au consommateur est passé à 228 FCFA/m³ conformément au décret du 6 août 2004 pour la période quinquennale 2003-2007. Le contrat de concession prévoit la révision du tarif de vente de l'eau en fonction de la variation du prix de certains intrants, notamment le carburant. Les prix de l'essence et du gasoil ayant augmentés dans le courant de l'année 2005, la SODECI a obtenu de l'autorité concédante, pour 2005, de faire jouer la clause de révision contractuelle du tarif soit 1 251 MFCFA et par financement sur le fonds de développement.

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS (EN MFCFA)

	2005	2004
Vente d'eau HT	31 507	29 450
Travaux	6 549	6 020
Services vendus	2 051	2 589
Produits accessoires	409	358
Chiffre d'affaires	40 516	38 427

Autres produits et autres charges

La SODECI a signé en 2005 un protocole d'accord avec l'Union Européenne pour la fourniture de produits de traitement dans la zone difficile ainsi que le renouvellement de matériels (caisse à outil...). Ce don en produits de traitement dans la zone difficile est évalué à 435 Millions de FCFA.

Nous avons effectué un apurement du contentieux en 2005 à hauteur de 1 268 Milliards de FCFA brut couvert par les provisions pour la part SODECI. Des créances sur les comptes clients actifs ont été apurées à hauteur de 374 Millions de FCFA.

Produits et charges sur exercices antérieurs

La validation du solde du déficit d'exploitation 2004, dû à la non application du tarif négocié, effectuée au cours de l'exercice 2005 a donné lieu à une correction en faveur de l'Etat, soit une charge sur exercice antérieur, de 331 Millions de FCFA.

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration sont de 28 Millions de FCFA pour l'exercice 2005.

Résultat Hors activités ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires de 2005 s'élève à 413 Millions de FCFA.

Engagements financiers (hors bilan en FCFA)

Les avals, cautions et garanties donnés sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (concessions).

Engagements Reçus	Engagements Donnés
600	1 552

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

FIBYSA	46,07%
SIDIP	4,81%
Etat de Côte d'Ivoire	3,25%
Divers Ivoiriens	38,37%
Divers Etrangers	0,25%
FCP SODECI	7,25%

Filiales : La SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions de l'OHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Evénements post-clôture

Néant



Christian Djigby



S.A au Capital de 4 500 000 000 FCFA
Siège Social : 1 avenue Christiani, Treichville
01 BP 1843 Abidjan 01
Tél. : (225) 21 23 30 00 • Fax : (225) 21 23 30 06
www.sodeci.ci